

Motion d'actualité concernant "le bac"

Position du Conseil fédéral de la FEF, mardi 17 décembre 2002

La FEF tient à rappeler son attachement à une totale liberté d'accès à l'enseignement supérieur et rejette donc fermement l'idée d'instaurer un BAC ou une quelconque "évaluation standardisée" à la sortie des études secondaires. Cette idée semble en effet bénéficier d'un regain d'intérêt dans certains milieux politiques et académiques.

Alors qu'il est établi que les disparités entre les élèves sortant du secondaire sont bien considérables, un BAC ne ferait qu'accentuer la fracture entre certains établissements qui deviendraient des "boîtes à bac" et les autres qui resteraient des "écoles poubelles".

Les inégalités dans la formation des étudiants ne se résoudront pas de cette manière mais bien en soignant le mal à la racine, c'est à dire en s'attaquant aux déterminants socio-économiques qui jouent un rôle essentiel dans l'apprentissage, en mettant en oeuvre une véritable politique de promotion de la réussite, tant dans l'enseignement secondaire que dans le supérieur, en valorisant certaines filières de l'enseignement secondaire.

L'instauration d'un BAC ne ferait qu'aggraver encore plus les inégalités sociales préexistantes dans la société et serait néfaste pour le modèle d'enseignement démocratique défendu depuis longtemps par le mouvement étudiant. Cela aurait pour effet de pérenniser la surreprésentation des élites dans l'enseignement supérieur et de mettre à mal les possibilités d'émancipation sociale et par là une réelle démocratisation de la société.

Le contexte d'harmonisation européenne semble être l'occasion pour tous les intervenants du monde de l'éducation de formuler des propositions de réforme. Il est désolant de constater que les initiatives rectorales et politiques en la matière visent davantage à favoriser l'avènement d'un enseignement élitiste. Personne ne parle d'un espace européen d'enseignement public, libre d'accès, participatif, axé sur la réussite, visant à une réelle émancipation sociale et encourageant un regard critique sur notre société. Mais peut-être ce modèle n'est-il pas compatible avec les lois du marché ?